

# **Ansprache von Frau Corinne Lepage, ehemalige Umweltministerin, Beraterin von TRAS**

## **Intervention de Corinne Lepage ancien ministre de l'environnement, avocate de l'ATPN**

Es gilt im Zweifel das französische Original

Übersetzung auf Deutsch

<p><b>Intervention de Corinne Lepage ancien ministre de l'environnement, avocate de l'ATPN</b></p> <p>Chers amis</p> <p>En ce jour très important, pour l'association mais aussi pour tous les européens et de manière plus large encore pour tous les acteurs quide par, le monde, combattent des projets dangereux, des produits toxiques, des pratiques contraires à la santé, à l'environnement et aux biens communs, je voudrais tout d'abord adresser mes félicitations très sincères et très chaleureuses à l'ATPN. Le combat qui a été mené est exemplaire à de nombreux égards :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• tout d'abord, la constitution de cette association trinationale, comportant des représentants des villes, des O.N.G., des citoyens est un modèle d'organisation efficace et qui a du sens. Le fait d'avoir pu bénéficier de l'aide scientifique majeure d'un certain nombre d'experts a également été d'un très grand secours, même si la juridiction administrative française n'en a pas tiré les conséquences qu'elle aurait dues.</li><li>• La ténacité qui est la caractéristique de tous les combats judiciaires menés en matière d'environnement. Qu'il s'agisse de la lutte contre les pollutions pétrolières (14 ans pour l'Amoco-Cadiz, 12 ans pour l'Erika), des combats contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens (engagés pour les premiers depuis près de 10 ans), de l'indemnisation des victimes de catastrophes (10 ans pour Xynthia) ou encore du combat victorieux mené contre Creyss Malville (trois arrêts successifs du conseil d'État pour obtenir le non redémarrage qui a conduit à la fermeture laquelle a été une décision politique) les procédures sont très longues. Pour l'ATPN, le combat a commencé en</li></ul>	<p><b>Ansprache von Frau Corinne Lepage, ehemalige Umweltministerin, Beraterin von TRAS</b></p> <p>Liebe Freunde</p> <p>An diesem sehr wichtigen Tag, nicht nur für die Vereinigung TRAS, sondern auch für alle Europäer und ganz allgemein für all diejenigen, die der Welt helfen, gefährliche Projekte, toxische Produkte und Praktiken zu bekämpfen, die der Gesundheit, der Umwelt und dem Gemeinwohl zuwiderlaufen, möchte ich zunächst dem TRAS meine aufrichtigen und herzlichen Glückwünsche aussprechen. Der Kampf, der geführt wurde, ist in vielerlei Hinsicht beispielhaft:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Zunächst einmal ist die Konstituierung dieser trinationalen Vereinigung mit Vertretern von Städten, NGOs und Bürgern ein Modell für effiziente und sinnvolle Organisation. Auch die Tatsache, dass es von der umfangreichen wissenschaftlichen Unterstützung durch eine Reihe von Experten profitieren konnte, war eine große Hilfe, auch wenn das französische Verwaltungsgericht nicht die Konsequenzen gezogen hat, die es haben sollte.</li><li>- Hartnäckigkeit ist das Markenzeichen aller gerichtlichen Kämpfe in Umweltangelegenheiten. Ob es der Kampf gegen die Ölverschmutzung ist (14 Jahre für die Amoco-Cadiz, 12 Jahre für die Erika), der Kampf gegen Pestizide und Umwelthormone (der erste seit fast 10 Jahren), Entschädigungen für Katastrophenopfer (10 Jahre für Xynthia) oder der siegreiche Kampf gegen [den Schnellen Brüter von] Creys-Malville (drei aufeinanderfolgende Entscheidungen des Staatsrates, um die Nichtinbetriebnahme zu erreichen, die zur Schließung führte, die eine politische Entscheidung war) - die Verfahren sind sehr langwierig. Für den Atomschutzverband TRAS begann der Kampf 2007</li></ul>
--	---

<p>2007 pour demander qu'il n'y ait pas d'autorisation de poursuivre au-delà de 30 ans et il s'achève 13 ans plus tard, par une décision politique annoncée pourtant en 2016 mais dont le lobby nucléaire aura obtenu la non-application jusqu'en 2020.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La solidité dans la démonstration scientifique et technique, indispensable dans les combats juridiques contemporains quels qu'ils soient.</li> </ul> <p>La centrale de Fessenheim,, symbole d'une centrale nucléaire qui n'aurait jamais dû être implantée là où elle l'a été et avec des faiblesses techniques évidentes (radier, tour de réfrigération, risque d'inondation) est devenue le fer de lance d'un retrait du nucléaire en France, pays le plus nucléarisé au monde, et qui n'a pas encore pris conscience non seulement de ce que le risque majeur que le vieillissement de ces installations fait courir tant à la population française qu'à la population européenne, mais encore du caractère désormais totalement non rentable de cette énergie au regard des énergies renouvelables.</p> <p>Au passage, je ne puis que regretter la position de principe adoptée par la juridiction administrative française, de défendre systématiquement l'industrie nucléaire, quitte à ne pas suivre les conclusions d'un rapporteur envisageant l'annulation d'une autorisation, et à tordre les textes pour éviter de de rendre des décisions positives.</p> <p>Je ne puis également que regretter l'indemnisation sans aucun fondement légal d'EDF pour fermer Fessenheim , indemnisation calculée comme si cette centrale aurait pu fonctionner encore 10 ans !</p> <p>Il est vrai, malheureusement, que l'accélération du dérèglement climatique a été un argument –et malheureusement l'est toujours- de justification du nucléaire comme énergie présentée comme « propre » ce qui n'est évidemment pas le cas sauf en ce qui concerne les émissions de CO2 sont évidemment très modestes.</p> <p>Les efforts diligentés par le gouvernement français pour tenter d'obtenir l'assimilation de l'énergie nucléaire aux énergies renouvelables, l'une et l'autre regroupées sous le vocable d'énergies décarbonées sont constants. Il s'agit évidemment d'un faux-semblant puisque d'une part cette énergie n'est pas renouvelable, comme le reconnaît</p>	<p>mit der Forderung, dass es keine Genehmigung für eine Fortsetzung über 30 Jahre hinaus geben dürfe, und er endet 13 Jahre später mit einer politischen Entscheidung, die 2016 verkündet wird, die die Atomlobby aber bis 2020 verhindern konnte.</p> <p>- Die Solidität in der wissenschaftlichen und technischen Demonstration, die in den heutigen Rechtsstreitigkeiten jeglicher Art unverzichtbar ist.</p> <p>Das Kraftwerk Fessenheim, Symbol für ein Kernkraftwerk, das nie dort hätte gebaut werden dürfen, wo es stand, und mit offensichtlichen technischen Schwächen (ungenügende Bodenplatte, Kühlturm, Überschwemmungsgefahr) ist zur Speerspitze eines Atomausstiegs in Frankreich geworden, dem am stärksten «atomisierten» Land der Welt, das sich nicht nur des großen Risikos noch nicht bewusst geworden ist, das die Alterung dieser Anlagen sowohl für die französische als auch für die europäische Bevölkerung darstellt, sondern auch der Tatsache, dass diese Energie heute im Vergleich mit den erneuerbaren Energien völlig unrentabel geworden ist.</p> <p>Im Übrigen kann ich die Grundsatzposition des französischen Verwaltungsgerichts, das die Atomindustrie systematisch verteidigt, nur bedauern, auch wenn dies bedeutet, den Schlussfolgerungen eines Berichterstatters nicht zu folgen, der die Aufhebung einer Genehmigung in Erwägung zieht, und die Texte zu verdrehen, um positive Entscheidungen zu vermeiden.</p> <p>Ich kann nur bedauern, dass für die Schließung von Fessenheim eine Entschädigung ohne Rechtsgrundlage an die EDF gezahlt wurde, eine Entschädigung, die so berechnet wurde, als ob dieses Kraftwerk noch 10 Jahre hätte arbeiten können!</p> <p>Es stimmt leider, dass die Beschleunigung des Klimawandels ein Argument war - und leider immer noch ist -, um die Kernenergie als eine als "sauber" präsentierte Energie zu rechtfertigen, was offensichtlich nicht der Fall ist, außer dass die CO2-Emissionen offensichtlich sehr bescheiden sind.</p> <p>Die Bemühungen der französischen Regierung, die Kernenergie den erneuerbaren Energien anzunähern, die beide unter dem Begriff dekarbonisierte Energien zusammengefasst werden, zu erreichen, gehen weiter. Dies ist offensichtlich eine Täuschung, denn zum einen ist diese Energie nicht erneuerbar, wie auch die deutsche</p>
---	--

<p>du reste la législation allemande, puisque uranium n'est pas renouvelable. D'autre part, il n'est pas possible de qualifier de » propre « une activité industrielle qui augmente en temps normal la radioactivité de l'air ,des sols et de l'eau, selon des normes fixées par l'industrie nucléaire alors même que chacun sait que les faibles doses peuvent avoir des effets tout à fait conséquents sur la santé humaine.</p> <p>Cette qualification est d'autant plus inacceptable lorsque l'on sait les ravages d'un accident nucléaire, qui, selon le rapport Rassmussen, qui a servi de bible à la mise en place du programme électronucléaire français, ne devait se produire qu'une fois tous les 22 000 ans !</p> <p>Nous en avons connu quatre en l'espace d'un demi-siècle (en intégrant Mayak). Le risque nucléaire et la pollution nucléaire ne sont donc évidemment pas acceptables et, la question ne devrait même plus être discutée en 2020, alors que le prix de revient du kilowatt-heure renouvelable est désormais inférieur, voire très inférieur pour les nouveaux réacteurs, à celui du kilowatt-heure nucléaire.</p> <p>Pour autant, la sortie indispensable du nucléaire ne peut pas s'accompagner d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre et notamment du retour au charbon, devenu très bon marché du fait du gaz de schiste américain au tournant des années 2010-2015.</p> <p>Aujourd'hui, la baisse vertigineuse du prix du pétrole est évidemment une très mauvaise nouvelle pour l'incitation à passer le plus rapidement possible aux énergies renouvelables.</p> <p>Dans ce domaine, le vieil adage « entre deux maux, on choisit le moindre » doit être banni : ni pétrole ni nucléaire, ni énergie fossile ni énergie fissile.</p> <p>L'orientation que l'Allemagne et la Suisse ont prises en sortant du nucléaire est évidemment la bonne et, si on peut regretter le recours massif au charbon en Allemagne, force est de constater que progressivement la part de la limite et du charbon diminue considérablement au point de pouvoir par moment être inférieure à la part du renouvelable dans le mix électrique allemand.</p>	<p>Gesetzgebung anerkennt, da Uran nicht erneuerbar ist. Andererseits ist es nicht möglich, eine industrielle Aktivität als "sauber" zu bezeichnen, die auch im Normalbetrieb die Radioaktivität der Luft, des Bodens und des Wassers nach den von der Atomindustrie festgelegten Normen erhöht, da ja jeder weiß, dass niedrige Dosen ganz erhebliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit haben können.</p> <p>Diese Beschönigung ist umso inakzeptabler, als wir die verheerenden Folgen eines Atomunfalls kennen, der laut dem Bericht Rassmussen, der als Bibel für die Aufstellung des französischen Atomkraftprogramms diente, nur einmal alle 22 000 Jahre vorkommen sollte!</p> <p>Innerhalb eines halben Jahrhunderts hatten wir vier von ihnen (einschließlich des Unfalls von Majak). Das nukleare Risiko und die nukleare Umweltverschmutzung sind deshalb offensichtlich unakzeptabel, und das Thema sollte im Jahr 2020 eigentlich nicht mehr diskutiert werden müssen, wenn der Selbstkostenpreis einer erneuerbaren Kilowattstunde inzwischen tiefer liegt als für Atomstrom, und erst recht viel niedriger als der Strom aus neuen Atomreaktoren.</p> <p>Der notwendige Ausstieg aus der Kernenergie kann jedoch nicht mit einem Anstieg der Treibhausgasemissionen und insbesondere nicht mit einer Rückkehr zu fossilen Energien einhergehen, die aufgrund des amerikanischen Schiefergases in der Periode 2010-2015 sehr billig geworden sind.</p> <p>Auch ist der kürzliche, schwindelerregende Rückgang des Ölpreises offensichtlich ein schlechter Anreiz, wenn es gälte, so schnell wie möglich auf erneuerbare Energien umzusteigen.</p> <p>In diesem Bereich muss das alte Sprichwort "zwischen zwei Übeln wählt man das kleinere" verbannt werden: weder Öl, noch Atomkraft, noch andere fossile Energie oder andere Kernspaltung.</p> <p>Die Richtung, die Deutschland und die Schweiz mit dem Ausstieg aus der Kernenergie eingeschlagen haben, ist offensichtlich die richtige, und auch wenn wir den massiven Einsatz von Kohle in Deutschland bedauern können, so ist doch klar, dass der Kohle-Anteil allmählich erheblich abnimmt, und dass er inzwischen zeitweise niedriger ausfällt als der Anteil der erneuerbaren Energien am deutschen Strommix.</p>
---	--

<p>La sortie des énergies fossiles et fissiles est à la fois un formidable enjeu européen - au sens large du terme pour inclure la Suisse-- et démocratique.</p> <p>Européen dans la mesure où la feuille de route déjà adoptée avant les accords de Paris et en passe d'être profondément remaniée dans le cadre du Green deal et du plan de relance est une excellente base de départ. Certes, certains Etats en Europe sont récalcitrants dans la mesure où leur mix énergétique reste massivement charbonnier et nucléarisé.</p> <p>C'est le cas des pays de l'Europe de l'est mais c'est précisément à la communauté européenne de trouver les moyens d'aider mais aussi d'inciter ces pays à adapter leur transformation.</p> <p>C'est malheureusement le cas de la France, pays totalement isolé dans le monde par son addiction au nucléaire, addiction partagée par l'essentiel de la classe politique et une grande partie du monde économique.</p> <p>C'est donc aux citoyens mais aussi aux Etats engagés dans la Grande transformation de changer leurs habitudes pour ne plus être des clients de l'énergie nucléaire.</p> <p>La France exporte une partie de sa production nucléaire ce qui signifie que les Etats voisins l'importe. De la même manière, les citoyens français comme les entreprises françaises continuent à être très majoritairement des clients du producteur historique.</p> <p>Le même raisonnement peut être tenu à l'égard la production d'électricité à partir du charbon. Exiger de l'électricité verte, c'est hâter la sortie de charbon et du nucléaire. Devenir auto producteur ou participer à des opérations d'auto-consommation collective, c'est réduire l'une et l'autre de ces énergies.</p> <p>Mais, compte tenu de ce que nous ne sommes qu'au milieu du gué, la sobriété énergétique est un impératif qui présente tous les avantages à la fois en termes de pouvoir d'achat et en termes d'investissement notamment par des opérations de rénovation des bâtiments qui ne présentent que des atouts notamment en termes d'emplois.</p> <p>Le sujet est donc éminemment politique et surtout démocratique. Tous les pays dans lesquels des référendum ont été organisés pour interroger les citoyens sur la sortie ou</p>	<p>Der Ausstieg aus den fossilen und spaltbaren Energien ist sowohl eine gewaltige europäische Herausforderung - im weitesten Sinne des Wortes auch für die Schweiz - als auch eine demokratische Herausforderung.</p> <p>Europäisch in dem Sinne, dass der Fahrplan, der bereits vor den Pariser Vereinbarungen verabschiedet wurde und im Rahmen des Green Deal und des Konjunkturprogramms grundlegend überarbeitet werden soll, ein ausgezeichneter Ausgangspunkt ist. Zugegebenermaßen sind einige Staaten in Europa insofern widerspenstig, als ihr Energiemix weiterhin massiv auf Kohle und Atomkraft basiert.</p> <p>Dies gilt für die Länder Osteuropas, aber es ist gerade die Aufgabe der europäischen Gemeinschaft, die Mittel zu finden, um diesen Ländern zu helfen, aber auch um sie zu ermutigen, sich der Transformation anzupassen.</p> <p>Dies ist leider auch der Fall in Frankreich, einem Land, das durch seine Sucht nach Atomkraft völlig von der Welt isoliert ist, eine Sucht, der eine Mehrheit der politischen Klasse und ein großer Teil der Wirtschaftswelt verfallen ist.</p> <p>Es liegt daher an den Bürgern, aber auch an den Staaten, die an der Großen Transformation beteiligt sind, ihre Gewohnheiten zu ändern, damit sie nicht länger Kunden der Kernenergie sind.</p> <p>Frankreich exportiert einen Teil seiner Nuklearproduktion, was bedeutet, dass die Nachbarstaaten sie importieren. In gleicher Weise sind französische Staatsbürger wie auch französische Unternehmen nach wie vor überwiegend Kunden der alten Lieferanten.</p> <p>Dieselbe Argumentation kann in Bezug auf die kohlebefeuerte Stromerzeugung angeführt werden. Die Forderung nach Ökostrom bedeutet, den Ausstieg aus Kohle und Kernkraft zu beschleunigen. Ein Selbstproduzent zu werden oder sich an kollektiven Selbstverbrauchsoperationen zu beteiligen, bedeutet, diese beiden Energien zu reduzieren.</p> <p>Aber da wir uns erst mitten im Übergang befinden, ist Sparsamkeit ein Gebot der Stunde, weil sie sowohl Geld spart und zu Investitionen führt, insbesondere durch Gebäudesanierungsmaßnahmen, die vielfältige Vorteile bieten, und sei dies bezüglich neuer Arbeitsplätze.</p> <p>Das Thema ist also eminent politisch und vor allem demokratisch. Alle Länder, in denen Volksabstimmungen</p>
--	--

<p>non du nucléaire en sont sortis parce que les référendum ont été unanimes.</p> <p>Seul le gouvernement français refuse obstinément de soumettre la question à référendum, précisément parce qu'il n'est pas sûr du résultat. Si les Français, compte tenu de la part du nucléaire dans le mix énergétique (nous sommes passés de 75 à 68 %-ce qui est déjà un progrès) pensent impossible de sortir immédiatement du nucléaire, ils seraient probablement en revanche très peu nombreux à voter en faveur de la continuation de ce programme en particulier avec de nouveaux EPR dont le fiasco financier et technique est avéré.</p> <p>Or, le sujet de l'énergie conditionne totalement l'avenir de nos sociétés et c'est la raison pour laquelle, la démocratie doit y trouver toute sa place, ce qui n' est évidemment pas le cas avec l'industrie nucléaire dont l'origine militaire a introduit une culture du secret congénitale ni du reste avec l'industrie des hydrocarbures, dont les lobbys sont des puissances colossales capables d'imposer leur volonté aux Etats.</p> <p>La sortie du nucléaire et des hydrocarbures est donc un combat démocratique, mené par la société civile pour s'affranchir des risques vitaux que l'un et l'autre lui font courir.</p> <p>En ce sens le symbole de Fessenheim résonne et résonnera longtemps dans la conscience de nos concitoyens</p>	<p>durchgeführt wurden, um die Bürger zu befragen, ob sie einen Atomausstieg planen oder nicht, haben dies getan, weil die Volksabstimmungen eindeutig waren.</p> <p>Nur die französische Regierung weigert sich hartnäckig, die Frage einem Referendum zu unterziehen, gerade weil sie sich des Ergebnisses nicht sicher ist. Wenn die Franzosen angesichts des Anteils der Kernenergie am Energiemix (wir sind von 75% auf 68% gesunken, was bereits ein Fortschritt ist) der Meinung sind, dass es unmöglich ist, sofort aus der Kernenergie auszusteigen, dann würden wahrscheinlich nur sehr wenige für die Fortsetzung dieses Programms stimmen, insbesondere mit neuen EPRs, deren finanzielles und technisches Fiasko erwiesen ist.</p> <p>Das Thema Energie formt in jeder Hinsicht die Zukunft unserer Gesellschaften, und deshalb muss die Demokratie hier ihren vollen Platz finden; das ist heute natürlich weder bei der Atomindustrie der Fall, deren militärischer Ursprung eine Kultur der angeborenen Geheimhaltung hervorgebracht hat, noch bei den fossilen Energien, deren Lobbys eine kolossale Macht bilden, die in der Lage sind, manchen Staaten ihren Willen aufzuzwingen.</p> <p>Der Ausstieg aus der Kernenergie und aus den fossilen Energien ist daher ein demokratischer Kampf, der von der Zivilgesellschaft geführt wird, um sich von den vitalen Risiken zu befreien, die beide für sie darstellen.</p> <p>In diesem Sinne schwingt das Symbol von Fessenheim mit und wird noch lange im Bewusstsein unserer Mitbürger nachschwingen.</p>